

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Bibliographie. Situation et résultats financiers en 1908 des sociétés par actions de Budapest et statistique des sociétés par actions de 1873 à 1908

Journal de la société statistique de Paris, tome 54 (1913), p. 287-296

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__287_0

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

BIBLIOGRAPHIE

A Budapesti részvénytársaságok állapota es uzleteredményei 1908-ban és a részvénytársaságok statisztikája az 1873-1908 években (*Situation et résultats financiers en 1908 des sociétés par actions de Budapest et statistique des sociétés par actions de 1873 à 1908*), par CSILLAG (GYALA), agent principal du Bureau de la statistique municipale.

Ce travail extrêmement intéressant fait partie de l'ensemble des publications statistiques de la ville de Budapest, publié sous la direction de notre savant collègue, le D^r Thirring ; elle porte le n^o 47 de ces publications, et nous pensons que nos lecteurs trouveront quelque intérêt à la lecture du résumé de ce substantiel travail qui fait honneur à son auteur.

(1) On en trouvera l'analyse par M. Maurice BELLOM dans l'*Économiste français* (1913. II. p. 820).

I. ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS. — A) *Banques*. — Il existait à Budapest 48 banques à fin 1907; 12 se sont créées en 1908 et 4 ont été liquidées ou fusionnées; il en reste donc 56 à fin 1908, ayant un capital de 335.639.253 couronnes (1 k. = 1'05); l'augmentation de capital en 1908 est de 4.360.000 k. provenant de la fondation des nouvelles sociétés pour 5.110.000 k. d'augmentation de capital et de versements pour 3.250.000, sommes compensées par les liquidations qui s'élèvent à 4.000.000 k.

Les réserves normales s'élèvent à 152,5 millions de k. et les fonds spéciaux à 40 millions, non compris les établissements de crédit foncier dont les réserves s'élèvent à 55,9 millions.

49 banques ont fait des bénéfices effectifs; 6 ont eu des pertes et 1 a travaillé sans gain ni perte; le montant net des bénéfices s'est élevé à 11,1 % du capital social et représente 36.735.383 k.

En ajoutant à cette somme les reports des bénéfices des exercices clos, on arrive à une somme de 39.664.213 k. employés comme suit :

Dividende, 72,4 %; réserves statutaires, 8,3 %; réserves spéciales, 1,5 %; tantièmes aux administrateurs, 7,8 %; caisses de retraites, 0,8 %; amortissements, 1,3 %; reports, 7,9 %.

44 sociétés ont effectivement distribué des dividendes (28.715.348 k.) représentant 8,61 % du capital-actions contre 8,38 % en 1907; ce sont surtout les grandes banques bien assises qui ont distribué ce dividende.

Toutes ces sociétés n'ont pas leurs titres cotés en banque; les 13 cotées représentent une valeur nominale de 293.626.000 k. cotées à 510.465.000, soit à 174 %; le taux moyen de revenu au cours coté est de 5,2 %.

B) *Caisses d'épargne*. — Le capital-actions des 18 caisses est de 88.150.000 k.; elles possèdent 48.600.000 k. de réserves statutaires et 17,2 millions de réserves spéciales.

Le produit net s'est élevé à 15.616.168 k., soit 17,8 % du capital-actions; en y comprenant le report des exercices précédents on arrive à 17.344.653 k. répartis comme suit :

Dividende, 72,4 %; réserves statutaires, 3,6 %; réserves spéciales, 0,1 %; tantièmes des administrateurs, 11,1 %; caisses de retraites, 0,7 %; amortissements, 1 %; reports, 11,1 %.

16 caisses seulement ont distribué des dividendes pour 12.552.167 k., soit 14,2 % de leur capital nominal.

Les actions de 9 d'entre elles sont cotées à 320 % et rapportent à ces cours 4,7 % du capital.

II. ÉTABLISSEMENTS D'ASSURANCES. — Les 8 sociétés d'assurances forment un capital de 18.000.000 k., avec 10,1 millions de réserves statutaires et 4,1 millions de réserves spéciales; 7 d'entre elles ont donné des bénéfices pour 5.626.765 k., auxquels s'ajoutent les sommes provenant des exercices clos; la somme à répartir s'élève à 6.042.737 k. distribués comme suit :

Dividendes, 42,6 %; réserves statutaires, 1,8 %; réserves spéciales, 18 %; tantièmes aux administrateurs, 8,5 %; caisses de retraites, 2 %; amortissements, 22,6 %; reports 4,5 %.

Il est intéressant de faire remarquer l'importance des sommes allouées aux fonds de réserves spéciales ou portées en amortissements de commissions : il est juste de dire que l'on opère de même dans nos compagnies françaises.

Le montant des dividendes effectivement payés correspond à 14,08 % du capital nominal des actions qui sont toutes cotées en bourse à 298 % de leur valeur nominale.

III. SOCIÉTÉS DE TRANSPORT. — Elles comprennent les transports locaux, les lignes vicinales et les autres transports et chaque catégorie fait l'objet d'une étude détaillée que nous n'aborderons pas dans ce résumé.

Les 19 sociétés existantes ont un capital de 112.448.000 k., avec 55.500.000 de réserves; toutes font de bonnes affaires et le produit net s'est élevé à 10.104.959 k., correspondant à 9 % du capital nominal.

La répartition des 10.463.264 k. disponibles a été faite comme suit :

Dividendes, 84,6 %; réserves statutaires, 1,8 %; tantièmes aux administrateurs, 6,2 %; caisses de retraites, 0,2 %; amortissements divers, 2,1 %; reports, 5,1 %.

Il est très probable que d'autres amortissements ont été pratiqués, mais ils ont été portés directement dans les dépenses d'exploitation.

La valeur nominale des actions des 5 sociétés cotées en bourse est de 69.245.000 k. et la valeur actuelle est de 133.700.000, soit 207,5 %.

IV. INDUSTRIE. — Le rapport donne le détail des diverses industries; nous ne donnons que les caractéristiques, en suivant autant que possible l'ordre qui a été adopté précédemment.

Meunerie. — 11 sociétés au capital de 29.462.000 k. avec 4.500.000 k. de réserves et un produit de 2.846.000 (soit 10,6 % du capital social) ainsi réparti :

Dividendes, 63,2 %; réserves statutaires, 5,2 %; tantièmes, 13,1 %; retraites, 1,8 %; amortissements, 5,7 %; reports, 11 %.

Brasseries et distilleries. — 10 sociétés au capital de 26.955.000 k. avec 1.767.000 k. de réserves et un produit net de 2 713.897 k. (soit 10,1 du capital), dont voici la répartition :

Dividendes, 69,9 %; fonds de réserve, 5,7 %; tantièmes, 11,4 %; retraites, 1,8 %; amortissement, 3,6 %; reports, 7,6 %.

Sucreries. — 4 sociétés au capital de 17.500.000 k. et 6.003.000 k. de réserves; le produit net égal à 13,9 % du capital-actions ressort à 2.424.000 k. qui ont reçu les attributions suivantes :

Dividendes, 69,6 %; réserves, 3 %; tantièmes, 4,6 %; amortissements, 11,1 %; reports, 11,7 %.

Industries agricoles autres que les précédentes. — 38 sociétés au capital de 71.159.000 k. et 4.465.000 k. de réserves; 24 sociétés au capital de 56.119.000 k. ont donné un bénéfice de 3.643.000 k., soit 6,5 %, tandis que 13 autres accusent ensemble une perte de 2.529.000 k., soit de 19,2 % de leur capital.

La répartition des bénéfices a été faite comme suit :

Dividendes, 60,5 %; réserves, 11,2 %; tantièmes, 7,1 %; caisses de retraites, 0,7 %; amortissements, 7,4 %; reports, 13,1 %.

Industries du fer, mécanique. — 25 sociétés avec un capital de 83.855.000 k. et 33.180.000 k. de réserves. 21 sociétés ont fait 13.822.000 k. de bénéfices, soit 16,9 % de leur capital, (81.765.000 k.). 4 autres accusent une perte de 420.000 k., soit 20,1 % de leur capital (2.090.000 k.).

Ce sont toujours les petites affaires à capital insuffisant qui font des pertes dans tous les pays!

La répartition des bénéfices s'est faite comme suit :

Dividendes, 61,9 %; fonds de réserve, 5,4 %; réserves spéciales, 3,8 %; tantièmes, 6,9 %; retraites, 1,3 %; amortissements, 7,4 %; reports, 13,3 %.

Industries minières. — 29 sociétés pour un capital de 87.830.000 k. avec 19.059.000 k. de réserves. 16 d'entre elles ont fait 11.577.000 k. de bénéfices, soit 16,3 % de leur capital (70.810.000 k.), 10 autres accusent des pertes pour 392.939 k., soit 3,5 % de leur capital (11.305.000 k.). Les autres n'ont ni gain ni perte.

La répartition du produit net est la suivante :

Dividende, 46,6 %; réserves, 7,6 %; tantièmes, 6,9 %; retraites, 0,5 %; amortissements, 25 %; reports, 13,4 %.

Industrie du pétrole. — 10 sociétés au capital de 41.475.000 k. avec 5.337.000 k. de réserves; 8 sociétés ont fait des bénéfices, 1.764.000 k. et 2 ont une perte de 699.000 k., soit 11 % de leur capital.

Le produit net a été attribué ainsi :

Dividende, 33,7 %; réserves, 1 %; tantièmes, 4,9 %; caisses de retraites, 0,3 %; amortissement, 20,1 %; reports, 40 %.

Bâtiment. — 25 sociétés avec un capital de 28.171.000 k. et 2.300.000 k. de réserves.

19 sociétés ont ensemble 4.117.000 k. de bénéfices, soit 16,3 % de leur capital (25.315.000 k.). 5 ont perdu 11.000 k., soit 0,4 % de leur capital.

La répartition des produits est la suivante :

Dividendes : 65,9 %; réserves, 4,8 %; tantièmes, 8,5 %; caisses de retraites, 1,2 %; amortissements, 15,4 %; reports, 4,2 %.

Imprimeries. — 16 sociétés ont un capital de 9.422.030 k. et 1.255.000 k. de réserves.

14 d'entre elles ont produit 1.112.000 k. de bénéfices, soit 12,4 % de leur capital (8.973.000 k.), les deux autres ont perdu 71.000 k., soit 16 % de leur capital.

Le produit net a reçu l'attribution suivante :

Dividendes, 56,9 %; réserves, 3,7 %; tantièmes, 12 %; amortissements, 15,2 %; reports, 12,2 %.

Industries électriques. — 14 sociétés au capital de 41.062.000 k. et 4.308.000 k. de réserves.

12 ont eu des bénéfices s'élevant à 4.577.000 k., soit 11,7 % de leur capital; 1 a perdu 22.000 k., soit 13,1 % de son capital; la dernière n'a ni gain ni perte.

Les bénéfices ont été répartis comme suit :

Dividendes, 52,4 %; réserves, 7,7 %; réserves spéciales, 4 %; tantièmes, 6,5 %; retraites, 2,1 %; amortissements, 16,3 %; reports, 11 %.

Industries diverses. — 92 sociétés qui ne peuvent être classées dans les précédentes catégories ont été groupées sous cette dénomination; elles représentent 81.047.000 k. de capital et possèdent 4.538.000 k. de réserves.

56 d'entre elles ont un produit net 4.229.000 k., correspondant à 9,7 % de leur capital, qui s'élève à 43.496.000 k.; 5 n'ont ni gain ni perte; 31 autres accusent une perte de 2.449.000 k., soit 8,4 % de leur capital.

La répartition des bénéfices est la suivante :

Dividende, 61,7 %; réserves, 5,8 %; réserves spéciales, 2 %; tantièmes, 10,1 %; caisse de retraites, 3,9 %; amortissements, 5,8 %; reports, 10,7 %.

En résumé, pour ces sociétés industrielles, on trouve la répartition suivante des bénéfices :

Dividendes, 57,5 %; fonds de réserve, 5,9 %; réserves spéciales, 1,5 %; tantièmes, 7,7 %; retraites, 1,3 %; amortissements, 13,1 %; reports, 13 %.

Le rapport moyen des titres est de 8,9 % du capital nominal et de 5,3 % du capital coté.

V. SOCIÉTÉS DIVERSES. — 95 sociétés non industrielles possèdent un capital de 36.043.000 k. et 7.466.000 k. de réserves; 48 d'entre elles ont produit 3.743.000 k. de bénéfices, soit 14,3 % de leur capital (26.252.000 k.); 27 autres ont perdu 2.697.000 k., soit 34,6 % de leur capital (7.787.000 k.).

La répartition des bénéfices a été faite comme suit :

Dividendes, 55,8 %; réserves, 19,3 %; réserves spéciales, 3,6 %; tantièmes, 4,1 %; retraites, 0,4 %; amortissements, 11,6 %; reports, 5,2 %.

VI. RÉSUMÉ. — En résumé, il existait, à fin 1908, 501 sociétés par actions à Budapest; mais 460 seulement ont été recensées, les autres n'ayant pas produit de bilan; leur capital s'élève à 1.105.472.765 k.

235 ont fait des bénéfices; 104 avec perte et 21 sans résultat.

Les premières ont un capital de 1.007.888.000 k. et le bénéfice s'élève à 126.313.000 k., soit 12,5 % du capital.

Les secondes ont un capital de 78.507.571 k., et leur perte s'élève à 9.556.561 k., soit 12,2 % du capital.

Il y a seulement 93 sociétés dont les actions sont cotées, savoir : 76 au-dessus du pair, 3 à la parité et 14 en dessous; leur capital nominal est de 683.638.000 k. et il est évalué, au 31 décembre 1908, à 1.406.670.000 k., soit à 205,8 %, correspondant à un revenu moyen de 5,2 %.

A. BARRIOL.

Les valeurs françaises depuis dix ans, par François MAURY, rédacteur en chef de la *Revue financière universelle* (1).

La statistique des valeurs mobilières s'entend de plusieurs façons. Elle peut consister à chiffrer les quantités de titres créées ou existant sur tels ou tels marchés; elle peut encore s'appliquer à la situation des collectivités dont ses titres représentent le capital ou les dettes. C'est de cette seconde manière que l'a comprise M. François Maury : son travail a porté principalement sur la destinée des placements.

Il les considère pendant une période assez longue afin d'éliminer autant que possible les causes accidentelles de variation et de mettre en évidence la situation que fait aux capitalistes la nature intrinsèque des titres possédés par eux. Ce travail s'adresse plutôt aux personnes faisant des placements à long terme qu'à celles dont les gains dépendent des fluctuations quotidiennes du marché.

A ce point de vue, M. François Maury recherche :

1° Quels ont été les résultats lucratifs procurés par les principales valeurs françaises à leurs porteurs;

2° Quelles garanties elles présentent.

Il se trouve amené ainsi à dresser, pour la valeur et la période considérées, des statistiques nombreuses relatives aux divers éléments de la vie financière ou industrielle, notamment, quand il s'agit de sociétés, les statistiques concernant la composition de l'actif, son excédent sur le passif réel, les amortissements et réserves, les ressources liquides..., le chiffre d'affaires, le coefficient d'exploitation, les prix de revient, l'écoulement des stocks, la durée des créances exigibles. Leur ensemble forme la statistique des bilans logiquement analysés.

Avec la méthode statistique, M. François Maury emploie comme contre-épreuve la méthode monographique sans se faire illusion sur le degré de certitude que peuvent offrir l'une et l'autre. Leurs données, dit-il, « sont précieuses, mais doivent stimuler et non arrêter la recherche et la réflexion ». Les résultats doivent être interprétés, « appréciés dans leur qualité et leurs chances de durée », le passé n'étant pas toujours garant de l'avenir.

Les valeurs examinées par M. François Maury sont fort nombreuses et groupées par catégories en tableaux parfaitement clairs. Quoique partisan convaincu de la division géographique des placements, il arrive à cette conclusion que les principales entreprises françaises sont gérées avec une sagesse exemplaire et que les titres émis par elles, même ceux qui ont déjà beaucoup monté, offrent d'excellentes garanties.

Si les chapitres de l'ouvrage contiennent des répétitions et ne paraissent pas toujours s'enchaîner parfaitement, c'est qu'ils ont d'abord été composés sous forme d'articles. L'ensemble représente un effort des plus intéressants consacré à une initiative qui mérite d'être suivie.

E. B. D.

*
**

La gestion par l'État et les municipalités, par Yves GUYOT (2).

A la collection déjà si complète de ses ouvrages, M. Yves Guyot ajoute un volume sur la gestion par l'État et les municipalités, en vue de prouver la vérité du principe que *ni l'État ni les communes ne doivent jamais faire ce que peut faire un particulier*.

Ce principe est bien ancien; les physiocrates et Turgot l'ont, je crois, posé les premiers, lorsqu'ils ont combattu l'intervention du Gouvernement dans les approvisionnements

(1) *Bibliothèque de la « Revue Financière universelle »*, chez Félix Alcan, 1912. 1 vol. in-8 de 168 pages, prix : 4 francs.

(2) Un volume in-18. Paris, Alcan, 1913, 437 pages.

de grains à l'époque du pacte de famine. On se rappelle ce qu'a dit Turgot dans le préambule de l'arrêt du 13 septembre 1774 :

« Les négociants, par la multitude des capitaux dont ils disposent, par l'étendue de leurs correspondances, par la promptitude et l'exactitude des avis qu'ils reçoivent, par l'économie qu'ils savent mettre dans leurs opérations, par l'usage et l'habitude de traiter les affaires de commerce, ont des moyens et des ressources qui manquent aux administrateurs les plus éclairés et les plus actifs. »

Précédemment, dans son *Mémoire sur les Mines et Carrières*, publié en 1767, il avait écrit :

« Un entrepreneur particulier qui emploie tout son temps et son industrie à l'établissement d'une mine a souvent peine à retirer quelque profit de ses avances... Comment une administration, surchargée d'affaires de tous genres, pourrait-elle suivre les détails d'un travail très difficile avec cette économie scrupuleuse sans laquelle les entreprises ruinent toujours leurs auteurs ? »

À la fin du dix-huitième siècle, le sentiment de l'incapacité industrielle des administrations publiques était si répandu que Bailly, en 1786, dans son rapport sur l'Hôtel-Dieu après l'incendie de cet établissement, formulait le principe qui fait la base du livre de M. Yves Guyot, presque dans les mêmes termes.

Sans doute depuis plus d'un siècle, d'énormes changements ont été introduits, en tous pays civilisés, dans les organismes administratifs d'une part, dans les organismes industriels de l'autre ; la comptabilité publique est devenue régulière ; à côté des industriels particuliers se sont constituées des sociétés anonymes ayant quelque ressemblance avec les organismes d'État ; cependant, les conclusions que suggèrent l'observation des faits actuels ne diffèrent pas de celles auxquelles étaient arrivés nos premiers économistes.

Ce qu'a dit J.-B. Say, dans son *Cours d'Économie politique*, au sujet de l'Imprimerie Nationale est toujours rigoureusement vrai.

Il faut regarder les choses bien superficiellement, ou être bien imbu de fausses théories, pour accepter comme paroles d'Évangile les affirmations des socialistes au sujet du rôle de l'État et des municipalités.

On peut admettre que, dans beaucoup de pays aujourd'hui, les fonctionnaires sont, le plus souvent, honnêtes, instruits, pleins de bonne volonté, mais ils sont ensermés dans des règles administratives étroites quoique utiles et établies précisément, à la suite d'expériences séculaires, pour enlever aux agents du pouvoir, dans l'intérêt du public ou dans l'intérêt du bon ordre financier, tout moyen d'exercer une initiative qui pourrait être fâcheuse. Ils sont aux prises avec des influences politiques, tant et si bien qu'ils sont des chefs sans responsabilité pécuniaire et morale, et sans action possible sur leurs subordonnés. C'est le contraire dans les organisations privées où chacun, depuis le bas jusqu'au haut de l'échelle, a une responsabilité effective. Aussi, quoique n'étant pas sans défaut, ces organisations sont les seules qui puissent s'adapter aux besoins toujours changeants de l'industrie. Et, à bien regarder les choses, il n'est pas très regrettable que les organisations publiques manquent de souplesse ; s'il n'en était pas ainsi, les agents du pouvoir auraient trop d'autorité ; la bureaucratie envahirait tout ; à la concurrence, seraient substitués des monopoles et, finalement, il n'y aurait plus de liberté individuelle.

Les considérations générales ne suffisent pas toutefois pour dissiper les préjugés en cours et pour combattre les assertions osées des partisans du socialisme d'État. Il faut réunir et présenter des faits précis. Ce n'est pas toujours facile ; les éléments des services similaires, soit privés, soit publics, ne sont pas toujours comparables. En outre, de ce qu'une entreprise donnée périclite, de ce qu'elle a des agents maladroits, de ce qu'elle se heurte à des circonstances fâcheuses, il n'est pas toujours permis de conclure à sa défectuosité initiale et surtout à la mauvaise qualité de toutes les entreprises du même genre. Mais il y a des traits que l'on peut marquer ; il y a des symptômes que l'on peut étudier ; et de l'examen des uns et des autres, on peut être conduit à des conclusions fermes.

Ainsi, on peut, en considérant la comptabilité des États et des municipalités, affirmer qu'il est impossible d'apprécier les conséquences financières de leurs exploitations industrielles et que, dès lors, les affirmations des socialistes sur le mérite de ces entreprises ont été faites en l'air ; ils ont beau prétendre que tout est bien dans le monde qui fait l'objet

de leurs rêves, il n'y a pas de comptes pour leur permettre de prouver qu'ils ont raison en fait.

Dans un rapport à l'Institut international de Statistique en 1911, ce point a été indiqué. M. Yves Guyot le reprend et veut bien rappeler un rapport que j'ai fait. J'ai l'intention de présenter un second rapport à l'Institut international en 1913.

Mais l'absence de comptabilité dans la gestion des États et des municipalités n'est qu'un des traits à marquer. M. Yves Guyot envisage les choses sous bien d'autres aspects : au point de vue économique, au point de vue financier, au point de vue moral, au point de vue politique, et il accable sous une multitude de faits probants les prétentions des socialistes d'État et des socialistes municipaux. Il montre que leurs systèmes n'ont fait aucun progrès et que les applications en sont toujours restreintes. Les États ont nationalisé les postes, les télégraphes, la monnaie, parfois les téléphones, parfois les chemins de fer et quelques autres entreprises. Les municipalités ont des distributions d'eau, des entreprises de gaz, parfois des tramways ; elles essaient des habitations ouvrières, etc. Tout cet ensemble n'est gros qu'en apparence. Qu'est-il à côté de l'immensité des entreprises privées ?

Parmi les exploitations d'État, une de celles qui tient une place importante dans le livre de M. Yves Guyot est celle des chemins de fer. La Belgique, la Prusse, l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, la Russie et enfin la France ont constitué des réseaux d'État plus ou moins étendus. Partout, les opérations de rachat des concessions privées ont été très coûteuses et ont dépassé les prévisions. Nulle part, le public n'a été mieux servi qu'auparavant. Ou, dans un intérêt fiscal, les tarifs ont été relevés, ou bien le personnel est devenu plus nombreux et moins discipliné ; parfois la sécurité a été compromise ; je crois pouvoir dire aussi : parfois les choix du haut personnel ont été défectueux, et des doctrinaires, qui n'avaient étudié l'exploitation des chemins de fer que sur le papier, ont fait des essais malheureux.

M. Yves Guyot examine non moins soigneusement que les chemins de fer, les entreprises municipales d'eau, de gaz, d'électricité, de tramways, d'habitations ouvrières, en prenant surtout des exemples dans le Royaume-Uni qu'il connaît aussi bien que notre pays. Il étudie le monopole de l'alcool en Suisse et en Russie. l'assurance sur la vie en Italie les mines de la Sarre en Prusse ; il relève de tous côtés des gains factices, des désordres, financiers, des illusions sur les résultats à atteindre et sur les résultats atteints ; parfois, sur son chemin, il rencontre des victimes, telles que le malheureux maire d'Elbeuf.

Il montre, en parlant de l'Administration des Poudres en France, à quelles conséquences déplorables on peut aboutir ; en considérant l'Administration des Téléphones, avec quelle désinvolture le client est parfois traité ; en étudiant les diverses administrations d'État ou municipales, ce que devient la mentalité du personnel sous la tutelle du patron modèle et quelle est alors son improductivité.

La dernière partie de son livre est consacrée aux effets politiques et sociaux des gestions d'État et municipales, aux bluffs qu'elles engendrent quand leur création est annoncée, aux malhonnêtetés auxquelles elles conduisent lorsqu'on veut dissimuler des pertes ou des exagérations de dépenses.

L'un des chapitres les plus intéressants est celui qui est relatif au *misonéisme* administratif, selon le mot dont l'auteur se sert pour décrire l'état d'inertie, non congénitale, mais contagieuse, mais voulue par peur ou par dégoût, que l'on voit chez beaucoup de fonctionnaires.

Entre autres contradictions piquantes que souligne M. Yves Guyot dans la conduite des gouvernants est celle-ci : « Le ministre des Travaux publics en France est, dit-il, chargé de la direction supérieure des eaux de la ville de Paris. Quand, en 1889, j'y arrivai, je trouvai, à ma grande stupéfaction, que le ministre et les employés de bureau n'avaient pour boire que de l'eau de la Seine. D'après le *Matin* du 20 mars 1906, le ministre de l'Intérieur qui assume la direction de l'hygiène, était encore à ce régime ; cela n'empêchait pas ministres et fonctionnaires de faire de beaux discours et rapports en l'honneur de la prévoyance, de l'habileté et de la sollicitude de l'État. »

La conclusion finale à tirer des nombreux faits statistiques, économiques, moraux que M. Yves Guyot a réunis, c'est que le socialisme d'État et le municipalisme ont, en réalité, fait faillite ; c'est que nulle part ils n'ont l'importance qu'on leur attribue souvent ; c'est

qu'en face des résultats nuls ou fâcheux qui ont été obtenus, il y a, en beaucoup d'endroits, une réaction notable contre eux.

On essaie maintenant de donner aux exploitations en régie une comptabilité moins mauvaise ; on tente de dresser des budgets industriels, théoriquement comparables aux comptes des entreprises privées ; on n'y parvient guère. Le jour, d'ailleurs, où l'on verra clair dans les finances de ces entreprises sera aussi le jour où l'on renoncera à en avoir ; les yeux des contribuables seront enfin dessillés.

G. SCHELLE.

* * *

Éléments d'économie politique, par Bertrand NOGARO (1).

Lorsque le titre d'un ouvrage commence par le mot « Éléments », il semble d'ordinaire destiné aux débutants, à ceux qui, n'ayant encore aucune connaissance du sujet, doivent acquérir les notions les plus simples, et s'en pénétrer, avant d'être à même de saisir les questions plus complexes. Les éléments sont généralement la partie fondamentale, véritablement classique, de la matière. Si l'on se réfère à d'autres auteurs, ce sont généralement les maîtres réputés de la science qui sont invoqués et auxquels on emprunte des exemples, des images, des raisonnements.

Dans l'ouvrage de M. Nogaro, qui traite de la production et de la circulation des richesses (la répartition et la consommation devant faire l'objet d'un second volume), on ne trouve nulle part les noms d'Adam Smith, de Malthus, de Rossi, etc. ; ceux de Ricardo, de Say, de Smith, sont cités presque accidentellement sur un point spécial. Mais un grand nombre d'études particulières d'auteurs contemporains sont signalées à ceux qui désiraient approfondir telle ou telle partie de l'exposé.

Il n'est point question de l'insulaire abandonné ou des sauvages en ébauche de société ; pourtant des exemples précis permettent fréquemment au lecteur de saisir le sens et la valeur des propositions abstraites qui risqueraient d'être mal comprises. D'ailleurs, peu de théorie pure, pas de discussion dogmatique, par exemple, sur la théorie de la valeur ; l'ouvrage est une suite d'exposés bien coordonnés des conditions dans lesquelles se réalisent *effectivement* les phénomènes économiques. Aussi, peut-on se demander s'il constitue un très bon instrument d'initiation économique. On doit le regarder plutôt comme un abrégé commode, une sorte d'aide-mémoire, de vade-mecum, remarquablement clair et précis, et c'est pourquoi il nous a paru convenable de le signaler dans ce Journal à l'attention des statisticiens.

Le statisticien ne saurait se désintéresser, des principes de l'économie politique. Trop ignorant, comment dirigerait-il et interpréterait-il les statistiques économiques ? Mais il s'intéresse beaucoup moins aux doctrines qu'aux rapports concrets. Par rapport à l'économiste, il est dans une position analogue à celle de l'ingénieur par rapport au physicien-mathématicien. Qu'importent à l'ingénieur les formules fondées sur la mobilité et l'indépendance parfaites des parties d'un système si, dans les systèmes qu'il doit mettre en œuvre, les forces de cohésion, la dépendance réciproque des parties, les actions organiques, sont des circonstances prépondérantes ?

Le statisticien doit donc envisager les relations économiques telles qu'elles sont, sans s'arrêter à chercher s'il conviendrait mieux qu'elles fussent autrement ; son rôle est de mettre ces relations en évidence, de la façon la plus exacte possible ; pour cet office, son esprit doit être attentif à toutes les suggestions qui dérivent de l'examen du mécanisme des faits particuliers. Le livre de M. Nogaro lui présente ces faits bien classés, lui permet d'en faire le tour rapidement sans laisser échapper aucune des particularités dont l'étude statistique serait utile et sans doute fructueuse. Si avec lui la science économique perd un peu du caractère déductif qui en faisait la majesté, elle y gagnera peut-être en solidité.

Le point de départ de l'économie politique est naturellement l'étude des conditions de

(1) Paris, Giard et Brière, 1913.

l'activité humaine s'exerçant en vue de maintenir ou de développer la vie. Est-il bien utile de distinguer l'activité productrice de l'activité économique générale (1) et le travail de l'activité productrice (2) ? Pourquoi restreindre la notion de travail à une transformation de matière (3) ? Sur cette question de classification, nous ne serions peut-être pas d'accord avec M. Nogaro. Non qu'elle ait une grande importance en soi, mais parce que le caractère plus ou moins direct ou indirect de la participation à l'activité économique nous semble un critérium bien vague et, au demeurant, trompeur de classification.

Pourquoi le philosophe qui cherche à adapter à un idéal moral élevé une vie commune de plus en plus complexe, et par là contribue à la stabilisation sociale, n'accomplit-il pas un travail au même titre que l'artisan d'une nouvelle voie de communication ? S'il s'agit de classer les modes de travail ou les résultats du travail, les anciennes divisions en intellectuel ou manuel, ou bien entre services et produits, semblent en gros suffisantes. Il nous paraît juste et conforme tant à la nature qu'à la valeur des choses, de regarder comme travail l'exercice de toute activité susceptible de contribuer à l'entretien ou à l'amélioration de la vie, et capable, par conséquent, d'être utile à soi ou aux autres.

Cette réserve de forme étant faite, nous nous associons pleinement au regret exprimé par l'auteur à propos de l'enseignement insuffisant de la technologie. Rien ne saurait mieux mettre en lumière la solidarité des professions ou les avantages de l'évolution économique et sociale que l'étude quelque peu approfondie, sur quelques points bien choisis, de la technique et de l'économie industrielle.

La définition du salarié, donnée à la page 61 « individu travaillant sous la direction de l'entrepreneur, en échange d'une rémunération convenue d'avance » (4) est une des plus précises qui aient jamais été données.

Et l'on remarquera le court chapitre consacré à la technique de la production agricole, raccourci très vivant de questions dont l'exposé a rempli tant de pages !

Parmi les formes de production, l'auteur n'a garde d'oublier la coopération qui, d'ailleurs, sous sa forme pure, ne subsiste qu'à titre exceptionnel. Il signale aussi, sans en discuter les mérites théoriques, les entreprises d'État et les entreprises municipales, mettant en relief leur double caractère, tantôt lucratif (monopole), tantôt philanthropique. On pourrait distinguer encore un type intermédiaire qui tendrait à lutter contre les monopoles de fait. C'est là d'ailleurs un bon exemple des cas où les débats théoriques sont, parce que trop simples, beaucoup moins utiles que les constatations de faits.

Dans la seconde division de l'ouvrage, après les chapitres consacrés aux échanges et à la formation des prix, où l'auteur demeure sur le terrain de la théorie, il arrive aux systèmes et aux phénomènes monétaires. Ici, M. Nogaro est dans un domaine qu'il a particulièrement étudié dans des publications antérieures. Aussi cette partie généralement difficile des traités d'économie politique est-elle très clairement présentée, malgré la concision de l'exposé. Après une critique tempérée de la notion de la monnaie « marchandise », l'auteur présente une bonne classification des systèmes monétaires existants, y compris les plus modernes, dont il présente un schéma historique. Mais nous ne pouvons continuer à nous arrêter à chaque chapitre ; les suivants sont relatifs aux opérations de bourse, de banque et de crédit.

Deux chapitres relatifs au commerce international et au transport terminent la partie relative à la circulation des richesses.

Enfin, une troisième partie, très courte, — trop à notre gré, — initie le lecteur aux conditions d'équilibre de la production et aux oscillations suivant lesquelles cet équilibre s'établit. C'est peut-être là la section la moins avancée de la science dont M. Nogaro nous a montré les avenues. Mais c'est aussi celle dont le progrès importe le plus à la stabilité de l'organisme économique moderne.

Après la lecture de ce volume consacré à la production et à la circulation, nous atten-

(1) Introduction, p. 3.

(2) *Ibid.*, p. 11.

(3) P. 29.

(4) A la page 49, cependant, à propos de l'industrie à domicile, l'auteur invoque la notion de salariés travaillant chez eux pour l'entrepreneur. Il ne semble nullement utile de confondre le salarié et l'ouvrier (au sens ancien) lié à l'entrepreneur par un contrat de travail dont la forme peut être très variable.

dans celui que l'auteur nous annonce — et qui, en traitant de la répartition et de la consommation, complétera les cadres classiques de l'enseignement économique — sûrs d'avance que les problèmes particulièrement intéressants pour les masses y seront traités avec l'esprit d'objectivité dont est empreint le présent volume.

L. M.

* * *

Étude sur la formation et le mouvement des prix, par Marcel LENOIR.
Paris, 1913.

Bien que ce soit un Français qui le premier ait appliqué à la théorie économique le raisonnement mathématique, la science française s'est montrée par la suite singulièrement réfractaire, dans ce domaine, à cette méthode de recherche théorique. Après avoir, avec Cournot et Walras, contribué à poser les premières assises de l'édifice, elle a laissé aux étrangers le soin d'en poursuivre la construction. Depuis que les fondateurs de l'économie mathématique ont écrit et discuté les équations de l'échange, de la production et de la capitalisation, trop rares sont les auteurs français qui se sont aventurés à les suivre. Après M. Aupetit, dont le remarquable *Essai sur la théorie générale de la monnaie* a été analysé ici il y a une dizaine d'années, M Lenoir consacre aujourd'hui la première partie de son ouvrage à l'étude théorique de la formation des prix, fondée sur des déductions mathématiques. A l'exemple d'Edgeworth et de Pareto, il s'appuie sur la considération des courbes d'indifférence et des courbes d'offre et de demande. Ce mode de représentation géométrique, applicable quand on n'étend pas l'étude de l'échange à plus de deux marchandises, présente l'avantage d'être accessible à un grand nombre de lecteurs. Le calcul intégral n'intervient dans l'exposé que d'une façon tout accessoire.

La considération unique des prix et des courbes d'indifférence permet en outre d'éviter l'emploi d'éléments qui, par leur nature essentiellement subjective, se laissent difficilement assimiler, malgré tous les efforts et tous les artifices, à des grandeurs mesurables (degré final d'utilité, rareté, utilité marginale ou ophélimité, etc.)

La seconde partie de l'ouvrage de M. Lenoir relève plus spécialement de la statistique, Il y étudie sur un certain nombre de marchandises (charbon, blé, coton, café) le mouvement des prix dans ses rapports avec la production et la consommation et avec le stock monétaire. Entre ces divers éléments et les indices de la situation économique générale, les comparaisons sont poursuivies de façon rigoureuse par le calcul des coefficients de corrélation. On obtient par interpolation, suivant la méthode des moindres carrés, des relations linéaires entre les variations des prix et les éléments de leur formation. Tantôt, comme pour le blé, c'est l'influence de la demande qui semble prédominer ; tantôt, comme dans le cas du charbon, c'est celle de l'offre. Mais ni les prix envisagés, ni les index-numbers qui traduisent les mouvements d'ensemble des cours des marchandises ne manquent de subir avec beaucoup de netteté, dans leurs oscillations à courte période, l'action des cycles économiques, et, dans leurs variations séculaires, celle de la production des métaux monétaires.

Ce volume, accompagné de tableaux d'ensemble établis sur de longues périodes, et de graphiques rigoureusement comparables entre eux, apporte, par la précision des méthodes employées et l'esprit scientifique dans lequel il est conçu, une précieuse contribution à l'étude de la question si controversée des prix et de la théorie quantitative.

G. R.